

échange concernant le traitement national. Il se trompait du tout au tout.

Le 17 août, il se précipitait à Québec dans l'espoir de réparer les pots cassés avec le Premier ministre Bourassa. Au sortir de cette rencontre, le Premier ministre Bourassa déclarait qu'il n'interviendrait dans la prochaine élection fédérale que s'il sentait la nécessité de rectifier les faits en ce qui concerne l'Accord de libre-échange. Il risque d'être fort occupé.

Déconfit, mais incapable de se corriger, le chef de l'Opposition déclarait que les futurs régimes d'épargne-actions seraient incompatibles avec l'Accord. Encore une fois, il avait tort. Le chapitre de l'Accord concernant les investissements ne s'applique qu'à l'investissement direct et non pas aux placements de portefeuille. Le chef de l'Opposition devrait lire la définition d'investissement aux pages 240 et 241 de l'Accord. Les régimes d'épargne-actions, actuels ou futurs, au Québec ou ailleurs, ne sont tout simplement pas visés.

La deuxième allégation concerne le chômage dans les industries de transformation du poisson. Le 18 août, à Terre-Neuve, le chef de l'Opposition déclarait que les emplois dans les usines de transformation du poisson des provinces atlantiques étaient menacés par l'Accord de libre-échange. De nouveau, rien n'est plus faux. L'article 1203 prévoit l'exclusion spécifique des contrôles sur l'exportation du poisson non transformé de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard et du Québec.

Le chef de l'Opposition a souligné que le Canada et les États-Unis conserveront les droits que lui reconnaissait déjà le GATT avant le début des négociations sur le libre-échange, ce qui est vrai. Cependant, les États-Unis nous ont avisés dans une déclaration administrative qu'il n'invoquerait pas l'Accord général (GATT) pour contester la réglementation actuelle concernant la transformation du poisson des provinces atlantiques.

Ainsi, les emplois dans ce secteur n'ont jamais été menacés et sont mêmes plus sûrs grâce à l'Accord de libre-échange.

D'ailleurs, les Présidents des deux plus importantes sociétés de transformation du poisson de la côte Est, M. Vic Young, de la Fisheries Products International et M. Gordon Cummings, de la National Sea Products, ont déclaré à maintes reprises que l'Accord de libre-échange allait créer et non pas supprimer, des emplois dans leur secteur. Sauraient-ils quelque chose que le chef de l'Opposition ignore?